



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique a l'egard des retraites

Question écrite n° 44724

Texte de la question

M. Olivier Dassault attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat et les disparités existant avec le secteur public, notamment dans le domaine des cotisations de retraite. Malgré le principe de parité inscrit dans la loi Debre-Guermeur, les enseignants du secteur privé cotisent beaucoup plus que les fonctionnaires pour un montant de pension inférieur dans de nombreux cas. Ainsi un instituteur d'une école sous contrat cotisera, au cours de l'année 1996, 5 000 francs de plus qu'un fonctionnaire, un adjoint d'enseignement contractuel près de 7 300 francs de plus et un certifié sous contrat plus de 9 000 francs de plus que son homologue du public. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si des mesures sont envisagées afin de faire cesser ces distorsions.

Texte de la réponse

L'article 15 de la loi no 59-1557 du 31 décembre 1959 regissant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignements privés, modifiée par la loi no 77-1285 du 25 novembre 1977, n'a posé un principe de parité entre la situation des maîtres de l'enseignement public et celle des maîtres des établissements d'enseignement privé qu'en matière de conditions de cessation d'activité. Cette loi ne prévoit pas une égalisation des niveaux de cotisations et de prestations des régimes de retraite respectifs. Le décret no 80-7 du 2 janvier 1980 modifié dispose ainsi que les maîtres des établissements d'enseignement privé peuvent cesser leurs fonctions à 55 ans ou 60 ans, selon qu'ils relèvent du premier ou du second degré d'enseignement. S'ils ne remplissent pas les conditions nécessaires pour percevoir une retraite calculée au taux normalement applicable à 65 ans, un avantage temporaire de retraite est liquidé en leur faveur. Le régime temporaire de retraite des enseignants privés (RETREP), financé par l'Etat, assure donc le versement anticipé de la pension servie à 65 ans (prestations du régime général de la sécurité sociale et des régimes complémentaires) jusqu'à sa liquidation par les différentes caisses de retraite. Les taux de cotisation aux régimes de retraite complémentaire ont été établis par le décret no 80-6 du 2 janvier 1980. Ces taux sont régulièrement revalorisés afin de permettre aux maîtres d'acquiescer des droits à retraite complémentaire plus conséquents. Il convient de souligner, enfin, que les règles (assiette retenue pour le calcul des cotisations et des prestations, taux et durée des cotisations) fixées par les différents régimes de retraite auxquels sont affiliés les maîtres de l'enseignement public et les maîtres des établissements d'enseignement privé sont fondamentalement différentes, ce qui rend complexe et délicate toute comparaison dans ce domaine.

Données clés

Auteur : [M. Dassault Olivier](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 44724

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 4 novembre 1996, page 5730

Réponse publiée le : 2 décembre 1996, page 6305